A la folie…pas du tout



La fin de la coalition SZDSZ-MSZP à Budapest

Après une longue coopération, la coalition MSZP-SZDSZ au sein de la mairie de Budapest a été dissoute le 13 octobre dernier, suite à un malentendu entre les deux partis concernant la gestion scandaleuse du BKV.

La décision de cette rupture inattendue, annoncée le 13 octobre par Ildikó Lendvai (MSZP), a été prise par les leaders socialistes en réponse aux évènements de la veille, lorsque les membres du SZDSZ ont accusé le MSZP, tant au Parlement que devant le conseil municipal de Budapest, d'être les seuls responsables de la mauvaise réputation de la gauche hongroise. Désormais le SZDSZ doit gouverner la capitale seul et en minorité: il ne dispose en effet que de 10 sièges contre 33 pour l'opposition. Le 19 octobre, en réponse à ces événements, Róbert Répássy (Fidesz) a proposé un projet de loi qui permettrait l'organisation d'une élection anticipée à Budapest afin, dit-il, d'éviter le chaos.

Le 12 octobre, lors de la réunion du conseil municipal de la mairie de Budapest, la coexistence des deux partis de gauche à la direction de la capitale s'était avérée

intenable. Selon Pál Balogh (MSZP), la coopération a été affaiblie par le manque de volonté de coopération du SZDSZ, surtout autour des questions délicates relatives au BKV qui ont contribuées en grande partie à la perte de popularité de la coalition. Un sondage publié par Szonda Ipsos le même jour indique que l'écart entre le Fidesz et le SZDSZ a considérablement augmenté puisque les budapestois seraient 3,5 fois plus nombreux à voter pour le Fidesz que lors des précédentes élections municipales (contre 2,5 en septembre).

De plus, concernant la direction des grandes entreprises publiques, les socialistes ont eu le sentiment que leurs attentes n'étaient pas entendues lors de cette réunion. Selon le Fidesz, les socialistes n'acceptaient de rappeler leurs membres de la direction des entreprises nationales que si le Fidesz en faisait autant. Pourtant Pál Steiner (MSZP) affirme que les socialistes ont soutenu la proposition de Csaba Horváth selon laquelle la nomination des directeurs des entreprises nationales devrait à l'avenir reposer sur leurs mérites professionnels et ce quelles que soit leurs appartenances politiques. M. Balogh (MSZP) a déclaré que les membres du SZDSZ voulaient occuper trop de postes importants tout en refusant de rendre la direction des entreprises budapestoises transparente sous le prétexte que «dans la structure actuelle, il est impossible de discuter la transparence des biens publics».

Pour cette raison, deux vice-maires socialistes, Csaba Horváth et Miklós Hagyó, l'ancien responsables des affaires du BKV, ont renoncé à leurs postes pour la 2e fois depuis septembre et ont offert de verser leurs salaires au Fond de Crise. Par conséquence, il ne reste actuellement qu'un vice-maire de Budapest, Imre Ikvai-Szabó (SZDSZ).

Bien que le casus belli entre les deux partis de gauche fut au centre des débats lors du conseil municipal du 12 octobre, cette décision n'est bien évidemment pas étrangère aux préparations des élections municipales de 2010. Gábor Demszky avait déjà déclaré qu'il ne souhaitait pas se représenter lors de ces élections et la position du SZDSZ était de fait particulièrement affaiblie. Les représentants du Fidesz soupçonnent donc le MSZP d'avoir quitté la coalition précisemment maintenant, alors même que la loi empêche toute élection anticipée. La modification de la loi électorale reste l'option que Róbert Répássy (Fidesz) considère comme la seule solution démocratique pour répondre à la situation chaotique actuelle.

Sans doute le MSZP compte-t-il sur de meilleurs résultats en septembre 2010 s'il se distancie du Parti Libéral Démocrate et des scandales tels que l'affaire du BKV ou les

coûts exorbitants de la construction du Metro 4. En revanche, d’éventuelles élections anticipées à Budapest seraient certainement remportée par le Fidesz et István Tarlós. A la question de l’hebdomadaire HVG, qui se demande si la hâte du Fidesz à organiser des élections anticipées ne serait pas motivée par le fait que sa popularité diminuera sans doute fortement après les élections générales, M. Répássy a répondu «qu’une telle spéculation est indigne face aux problèmes de Budapest» et que «la capitale ne peut pas rester sans direction pendant un an dans le contexte d’irresponsabilité actuel».

Kinga Neder

-

Catégorie
Agenda Culturel